

TRANSFERTS SUD-NORD

Le texte qui suit est un chapitre extrait d'un livre écrit vers 1997-1998, intitulé « La Crise, mais pas pour tout le monde », et resté inédit. Les chiffres qui y figurent sont donc un peu anciens, mais les mécanismes décrits restent globalement les mêmes. Ainsi, la dette du tiers monde annoncée pour 1 419 milliards de dollars en 1992 est passée en 2010 à plus de 2 000 milliards. Il faut tout de même savoir que la dette du tiers monde ne représente que 6 à 4 % du total des dettes mondiales, que les dettes publiques des États-Unis et de l'union européenne se montent chacune à plus de 5 000 milliards de dollars.

1. Le remboursement de la dette

La dette est devenue un nouveau mécanisme permanent de transfert de richesse des peuples du Sud vers les classes dominantes du Nord ¹.

Selon les Nations Unies, le montant total de la dette était :

- en 1980 de 567 milliards de dollars ;
- en 1986 de 1 086 milliards de dollars ;
- en 1992 de 1 419 milliards de dollars.

En douze ans, la dette a donc été multipliée par 2,5. Pendant la même période, le paiement des intérêts a été de 771,3 milliards de dollars, et le remboursement du capital de 890,9 milliards. En douze ans, donc, les pays du tiers monde ont remboursé 1 662,2 milliards de

¹ . Le lecteur pourra utilement se reporter au dossier très complet réalisé par le CADTM : *Banque mondiale/FMI : ça suffit!* 29, rue Plantin, Bruxelles, Tél. 02-5234023.

dollars, soit 3 fois leur dette de 1980. Leur situation aujourd'hui est beaucoup plus grave qu'il y a 12 ans.

En effet, pendant les années 80, les taux d'intérêt se sont accrus : les pays du tiers monde ont dû effectuer de nouveaux emprunts. Bien des gens ignorent, d'une part, que ces pays ont remboursé une partie substantielle de leurs emprunts, et que, d'autre part, le mode de remboursement fait que les prêteurs récupèrent plusieurs fois leur mise, ce qui n'est pas précisément une manière élégante d'« aider » quelqu'un². Car pendant que ces sommes étaient remboursées, la dette continuait de s'accroître de 852 milliards de dollars : une grande partie de l'accroissement de la dette est due à des emprunts effectués pour rembourser la dette antérieure. C'est une spécialité à laquelle se consacrent les institutions internationales telles que le FMI et la Banque mondiale.

Ainsi se trouve brièvement exposé le mécanisme général de la dette, c'est-à-dire le mécanisme de transfert de capitaux des pays pauvres vers les pays riches, mécanisme aggravé par le fait que le prix des produits exportés par le Sud vers le Nord a fortement baissé, tandis qu'à l'inverse les produits exportés par le Nord vers le Sud ont beaucoup augmenté...

2. Les termes de l'échange se dégradent

Les pays du tiers monde sont exportateurs de matières premières et importateurs de produits manufacturés. Mais paradoxalement, ils sont aussi importateurs nets de produits agricoles destinés à l'alimentation

2 On désigne sous le nom de « prêts à conditions financières privilégiées » des prêts qui sont accordés à un taux même légèrement inférieur à celui du marché, et même s'il est remboursé jusqu'au dernier sou.

Ces fonds peuvent avoir 3 types d'utilisation :

- le développement rural ;
- les dépenses d'infrastructures ;
- l'aide hors projet, c'est-à-dire le financement des déficits budgétaires, etc. C'est le poste qui augmente le plus depuis quelques années.

des populations et à l'élevage du bétail destiné à l'exportation vers le Nord.

L'évolution de la dépendance alimentaire, dans les seuls pays arabes, est inquiétante :

début 70	2,5 milliards de dollars d'importations alimentaires
1989	25 milliards
2000	40 milliards (prévisions).

Le rapport des prix a baissé de 52 % de 1980 à 1992, au détriment des pays du tiers monde, ce qui correspond par conséquent à une perte de revenus réels équivalente. De même, les pays exportateurs de pétrole ont connu une détérioration des termes de l'échange encore plus grande, puisque le prix réel du pétrole brut en 1992 représentait un tiers du prix de 1981. Si le prix du pétrole a pu augmenter, c'est seulement à la pompe, pour l'automobiliste, et pour le plus grand profit de l'Etat qui prélève de considérables impôts.

Entre 1986 et 1989 – en 4 ans –, l'Afrique au Sud du Sahara a perdu 55,9 milliards de dollars rien que par la dégradation des termes de l'échange, ce qui correspond littéralement à un don équivalent (ou « transfert invisible ») fait par ces pays aux métropoles industrielles. Pendant une période un peu plus longue, de 1981 à 1989, le groupe des 15 pays classés comme étant « à revenu moyen » fortement endettés a perdu 247,3 milliards de dollars par la dégradation des termes de l'échange. (Il s'agit des pays suivants : Argentine, Bolivie, Brésil, Chili, Colombie, Côte d'Ivoire, Equateur, Mexique, Maroc, Nigeria, Pérou, Philippines, Uruguay, Venezuela, Yougoslavie.)

Le « transfert invisible » représenterait de cette façon 20 milliards de dollars par an.

La dévaluation du franc CFA de 50 % en janvier 1994 a doublé la dette extérieure des pays africains de la zone concernée, puisque cette dette doit être payée en monnaie forte. C'était une des conditions

imposées par la Banque mondiale et le FMI pour maintenir les crédits aux pays intéressés.

3. Le contrôle du commerce international par le Nord

Les moyens de transport sont contrôlés par les multinationales, ainsi que le commerce et la distribution : elles prélèvent une part non négligeable de la manne, ainsi qu'une grande partie des revenus tirés de la vente des marchandises : le fret, l'emballage, les assurances, la commercialisation.

Les compagnies maritimes des pays industrialisés représentent 74 % de la flotte marchande ; le tiers monde en a 9 %, le reste revenant aux pays de l'Est.

Le consommateur des pays développés ignore que les pays du tiers monde ne touchent qu'entre 10 et 15 % sur le prix de vente au détail de leurs produits sur les marchés des métropoles industrielles. Sur ces 10-15 %, les Etats et la bourgeoisie des pays producteurs se servent largement au passage : on imagine ce qui doit rester aux populations...

4. Rapatriement des bénéfices

Entre 1980 et 1992, 122 milliards de dollars ont été rapatriés vers le Nord sous forme de bénéfices. Lorsqu'une multinationale intègre toutes les opérations depuis l'extraction des matières premières jusqu'à la vente du produit manufacturé, il lui est égal de faire figurer le profit au niveau de la société qui extrait, de la compagnie de transports, ou de la raffinerie, par exemple. Une part importante de la valeur qui apparaît dans les statistiques des pays industrialisés comme profit produit sur le marché intérieur est en fait une plus-value produite par le tiers monde.

Le paiement de brevets et de royalties par le tiers monde est un moyen de rapatrier des capitaux. Le Sud paie largement son accès aux technologies issues des sociétés du Nord. Les filiales des multinationales du Nord implantées dans le tiers monde doivent elles

aussi payer cette rente, qui peut être aisément surfacturée. Les accords du GATT vont encore aggraver ce phénomène.

Il y a une autre méthode pour rapatrier les bénéfices. On surfacture ou on sousfacture les opérations qui se déroulent à l'intérieur d'une même société. On accumule un maximum de bénéfices à un des stades de la production ou de la distribution.

Un exemple de surfacturation : en Colombie, des filiales de multinationales pharmaceutiques payent à l'importation de produits de la société mère des prix 155 % supérieurs aux prix normaux à l'exportation. On estime que les majorations de prix habituellement pratiquées sont de 40 % dans l'industrie du caoutchouc, 26 % dans la chimie, 1 100 % dans l'électronique.

Un exemple de sous-facturation : les exportations des filiales des multinationales vers la maison-mère se font systématiquement en dessous du prix. Une enquête révéla ainsi qu'au Mexique, en Argentine, au Brésil, 75 % des firmes multinationales examinées sous-évaluent leurs exportations d'environ 50 %. Ces chiffres, un peu anciens, datent de 1972 (Cf. Ernest Mandel, *Le troisième âge du capitalisme*, tome II, pp. 305-306.) mais le processus ne s'est certainement pas ralenti...

La création de zones franches industrielles dans de nombreux pays du tiers monde, en Chine et dans les pays de l'Est, a largement contribué à simplifier le rapatriement des bénéfices.

Enfin, la fuite des cerveaux constitue un transfert discret mais colossal de fonds en faveur du Nord. Il s'agit d'une double perte pour le Sud : l'investissement dans la formation est perdu, mais aussi les bénéfices potentiels du savoir acquis, qui est transféré vers les pays industrialisés. En 1970, 11 236 immigrés diplômés représentaient un transfert de technologie estimé à 3,7 milliards de dollars. Le CNUCED évalue à 51 milliards de dollars les gains des pays industriels en capital humain grâce à l'immigration, entre 1961 et 1972. Pendant cette période, les États-Unis, le Canada et la Grande-Bretagne n'ont accordé au développement que 46 milliards de dollars, le Canada gagnant 7 fois plus en capital humain que ce qu'il avait donné en aide à l'éducation.

Certains pays, comme les États-Unis, dont le système éducatif est en faillite et dont le nombre de diplômés est en chute libre, seraient incapables de maintenir le niveau technologique de leur économie sans cette immigration de cerveaux.

5. Aide ou assistance technique

Le rapport sur le développement humain du PNUD (Programme des Nations unies pour le développement) de 1994 déclare :

« Les pays les plus pauvres, dont la capacité technique est la plus faible, ne reçoivent que 38 % de l'assistance technique, soit encore moins que leur part du total de l'APD [aide aux pays en développement] (...) – 46 %. Il est encore plus inquiétant de constater qu'au bout de 40 ans, 90 % des 12 milliards de dollars dépensés chaque année en assistance technique continuent de financer le recours à des experts étrangers, alors que les pays bénéficiaires disposent aujourd'hui d'experts nationaux dans de nombreux domaines. »

Dans ce rapport, un économiste anglais demande pourquoi les économistes en visite échouent. Le PNUD répond : « L'attrait du soleil, l'acquisition d'antiquités, le désir d'être traité comme une haute personnalité, la collecte d'informations destinées à une publication utile à l'avancement de la carrière personnelle... » L'auteur du rapport précise que la question devrait se poser en d'autres termes : « Pourquoi les économistes qui échouent voyagent-ils ? » (Ils gagnent entre 10 et 40 fois le salaire d'un expert local...) 10,8 milliards de dollars d'assistance technique sont dépensés chaque année en salaires d'experts.